



RAPPORT SEMESTRIEL 2017

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS IFRS
AU 30 JUIN 2017



RAPPORT SEMESTRIEL

30 JUIN 2017

EVOLIS : ACTIVITÉ DU 1 ^{er} SEMESTRE 2017	3
<hr/>	
BILAN CONSOLIDÉ	4
• ACTIF	4
• PASSIF	4
<hr/>	
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	5
<hr/>	
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	5
<hr/>	
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	6
<hr/>	
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	7
<hr/>	
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	8
<hr/>	

EVOLIS : ACTIVITÉ DU 1^{er} SEMESTRE 2017

BONNE TENUE DES RÉSULTATS

Evolis a réalisé un chiffre d'affaires de 40,6 M€ en croissance de 8,4%. Ce semestre est caractérisé par la dynamique des projets tous secteurs et toutes zones géographiques.

ACTIVITÉ RÉSEAUX STABLE, DYNAMISME DE L'ACTIVITÉ PROJETS

L'activité Projets progresse de +37,9% sur le 1^{er} semestre 2017. Cette belle dynamique provient à la fois des bonnes performances des projets bancaires au Moyen-Orient et du développement de projets gouvernementaux en Asie. Le groupe a poursuivi sa croissance sur cette activité en gagnant un nombre significatif de projets de taille intermédiaire.

Le chiffre d'affaires Réseaux est resté quasi stable au premier semestre (+0,4%), malgré l'augmentation significative des ventes de l'entrée de gamme BADGY. Les activités complémentaires Accessoires et logiciels s'établissent à 2,2 M€. Les trois zones géographiques poursuivent toutes leur trajectoire de croissance. La zone EMEA est portée par le Moyen-Orient, la zone ASIE PACIFIQUE est quant à elle portée par la Chine et son activité Projets. La zone AMÉRIQUES, en croissance de 8,6%, est soutenue par l'Amérique du Sud principalement sur l'activité Réseaux.

UNE RENTABILITÉ SOLIDE

Le taux de marge brute au premier semestre progresse d'1 point (62,1 vs. 61,1 au S1 2016) bénéficiant d'un mix produit plus favorable qu'au premier semestre 2016. Le résultat opérationnel reste stable à 6,8 M€ après intégration d'une légère hausse des frais de personnel et des investissements informatiques, traduisant la poursuite de la structuration du Groupe. La marge opérationnelle s'élève à 16,8%. Le résultat financier (-0,6 M€) est impacté par les effets de change et la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié. Le résultat net s'établit à 4,2 M€ fin juin 2017 contre 4,4 M€ à fin juin 2016.

POURSUITE DE LA STRUCTURATION DU GROUPE

Evolis confirme son objectif de chiffre d'affaires 2017 en croissance de 5%. Le groupe poursuit en 2017 une structuration sur quasi toutes ses implantations géographiques avec une organisation renforcée et renouvelée sur les zones Amériques et Inde et annonce le lancement de nouveaux produits.

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (K€)	Notes	30/06/17 6 mois			31/12/16 12 mois
		Brut	Amort & dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Écarts d'acquisition	5	9 911		9 911	9 911
Autres immobilisations incorporelles	6	96	57	39	14
Frais de recherche et développement	6	9 492	6 805	2 687	2 686
Logiciels et brevets	6	3 246	2 456	790	816
Immobilisations corporelles					
Terrain	7	684		684	684
Constructions	7	7 867	2 871	4 996	5 158
Installations, matériel, outillage	7	7 467	6 558	909	787
Autres immobilisations corporelles	7	5 397	3 446	1 951	1 387
Avances et acomptes	7			0	0
Immobilisations financières	8	295	14	281	243
Impôts différés	23	1 229		1 229	1 458
ACTIFS NON COURANTS		45 684	22 207	23 477	23 144
Stocks de matières		5 505	463	5 042	4 062
Stocks de produits finis		3 296	90	3 206	2 115
Stocks de marchandises		6 126	380	5 746	4 526
Clients	14	16 923	109	16 814	14 622
Actifs disponibles à la vente		0		0	0
Autres actifs courants		1 711		1 711	2 454
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	16 989		16 989	24 938
Autres actifs financiers		0		0	0
ACTIFS COURANTS		50 550	1 042	49 508	52 717
TOTAL ACTIF		96 234	23 249	72 985	75 861

PASSIF (K€)	Notes	30/06/17	31/12/16
		6 mois	12 mois
Capital	13	413	413
Prime d'émission		6 429	6 684
Réserve légale		41	41
Autres réserves		47 101	45 093
Résultat consolidé		4 191	9 338
Écart de conversion		500	1 045
CAPITAUX PROPRES		58 675	62 614
Intérêts hors groupe		724	707
Écart de conversion hors groupe		42	64
Résultat hors groupe		65	17
INTÉRÊTS MINORITAIRES		831	788
Dettes financières non courantes	16	0	56
Provision pour avantages au personnel	15	337	279
Autres provisions non courantes	15	100	101
Autres dettes non courantes	17	3 373	2 338
Impôts différés	23	1 106	926
PASSIFS NON COURANTS		4 916	3 700
Fournisseurs		5 562	4 820
Dettes financières courantes	16	69	59
Autres passifs financiers		136	430
Dettes fiscales et sociales		1 916	2 715
Provisions courantes	15	385	374
Autres dettes		495	361
PASSIFS COURANTS		8 563	8 759
PASSIFS		13 479	12 459
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		72 985	75 861

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT		30/06/17	30/06/16	31/12/16
(K€)	Notes	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	19	40 600	37 465	76 985
Marchandises et matières consommées		15 362	14 585	31 100
Charges de personnel	20	9 813	8 239	16 473
Autres achats et charges externes		6 016	5 298	10 932
Impôts et taxes		746	725	1 320
Dotations aux amortissements	6 & 7	1 611	1 529	3 329
Dotations aux provisions nettes de reprises		225	144	13
Autres produits et charges opérationnels		-39	-140	-263
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		6 788	6 805	13 555
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		56	136	333
Coût de l'endettement financier brut		5	6	10
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		51	130	323
Autres produits et charges financiers	22	-636	-116	142
Charge d'impôt sur le résultat	23	2 012	2 392	4 665
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		4 191	4 427	9 355
RÉSULTAT NET D'IMPÔT DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES		0	0	0
RÉSULTAT NET		4 191	4 427	9 355
Part du groupe		4 126	4 417	9 338
Intérêts minoritaires		65	10	17
Nombre moyen d'actions à la clôture		5 164 120	5 164 120	5 164 120
Résultat par action (en €)		0,81	0,86	1,81
Résultat dilué par action (en €)		0,79	0,86	1,80

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		30/06/17	30/06/16	31/12/16
(K€)				
Résultat net de la période		4 191	4 427	9 355
Gains (pertes) actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi			0	
Impôt sur les éléments non recyclables			0	
Ajustement de la dette sur put minoritaire		1 076	38	526
Éléments non recyclables en résultat (net n'impôts)		1 076	38	526
Gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente				
Gains (pertes) sur instruments financier de couverture		192	-94	
Écarts de conversion		-551	-437	213
Autres		-253	9	-33
Éléments recyclables en résultat		-612	-522	180
Autres éléments du résultat global		464	-484	706
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		4 655	3 943	10 061
Attribuable :				
* aux propriétaires de la société mère		4 583	3 934	10 043
* aux participations ne donnant pas le contrôle		72	9	18

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS		2017	2016
(k€)	Notes	6 mois	12 mois
Résultat net des sociétés intégrées		4 191	9 355
Amortissements et provisions sur immobilisations	6 & 7	1 687	3 421
Impôt différé	23	398	-152
Plus-values nettes de cession d'immobilisation		-37	-8
Capacité d'autofinancement		6 239	12 616
Variation du besoin en fonds de roulement (calculé à partir des données nettes de provisions)		-4 010	-2 440
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		2 229	10 176
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6	-884	-2 453
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7	-1 355	-1 066
Acquisitions d'immobilisations financières	8	-1 900	-29
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6 & 7	115	20
Cessions d'immobilisations financières	8	1 856	46
Incidence des variations de périmètre	5 ; 6 ; 24	-1 076	-565
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		-3 244	-4 047
Variation des capitaux propres		-253	117
Dividendes payés	18	-6 197	-6 713
Écart de conversion sur dividendes versés		3	-33
Emission d'emprunts et dettes financières			426
Remboursement d'emprunts et dettes financières		-336	-96
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		-6 783	-6 299
Incidence des variations de cours des devises		-151	76
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE TOTALE		-7 949	-94
Trésorerie à l'ouverture	11	24 938	25 032
Trésorerie à la clôture	11	16 989	24 938

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)							
	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Total capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2016	413	6 684	54 471	1 046	62 614	787	63 401
Effet des changements de méthodes comptables					0		0
Situation retraitée	413	6 684	54 471	1 046	62 614	787	63 401
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres							0
Résultat de la période			4 126		4 126	65	4 191
Total des produits et charges de la période	0	0	4 126	0	4 126	65	4 191
Distribution de dividendes			-6 193	-5	-6 198		-6 198
Variation de périmètre					0		0
Autres variations			4	-11	-7		-7
Transactions sans perte de prise de contrôle			-1 076		-1 076		-1 076
Transactions avec variation pourcentage d'intérêt					0		0
Variation des écarts de conversion				-529	-529	-22	-551
Couverture de change					0		0
Variation actions propres		-253			-253		-253
Situation au 31 décembre 2017	413	6 431	51 332	501	58 677	830	59 507

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)							
	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Total capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2015	413	6 711	51 156	877	59 157	900	60 057
Effet des changements de méthodes comptables					0		0
Situation retraitée	413	6 711	51 156	877	59 157	900	60 057
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres							0
Résultat de la période			9 338		9 338	17	9 355
Total des produits et charges de la période	0	0	9 338	0	9 338	17	9 355
Distribution de dividendes		0	18 676	-2	-6 713		-6 713
Variation de périmètre			-415		-415		-415
Autres variations			135		135	-135	0
Transactions sans perte de prise de contrôle			525		525		525
Transactions avec variation pourcentage d'intérêt			412		412		412
Variation des écarts de conversion			37	171	208	5	213
Couverture de change							0
Variation actions propres		-27	-6		-33		-33
Situation au 31 décembre 2016	413	6 684	79 858	1 046	62 614	787	63 401

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés couvrant la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017.

Les données chiffrées sont exprimées en milliers d'Euros, sauf indication contraire.

Note Préliminaire

- Note 01 - Informations concernant l'entreprise
- Note 02 - Événements significatifs
- Note 03 - Méthodes comptables
- Note 04 - Périmètre de consolidation
- Note 05 - Écart d'acquisition
- Note 06 - Immobilisations incorporelles
- Note 07 - Immobilisations corporelles
- Note 08 - Immobilisations financières
- Note 09 - Actifs financiers courants et non courants
- Note 10 - Actifs destinés à être vendus
- Note 11 - Autres actifs financiers
- Note 12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 13 - Capitaux propres
- Note 14 - Gestion des risques financiers
- Note 15 - Provisions
- Note 16 - Échéancier de la dette financière
- Note 17 - Autres passifs
- Note 18 - Dividendes distribués
- Note 19 - Informations sectorielles
- Note 20 - Charges de personnel
- Note 21 - Frais de recherche et développement activés
- Note 22 - Autres produits et charges financiers
- Note 23 - Impôt
- Note 24 - Regroupement d'entreprises
- Note 25 - Engagements
- Note 26 - Événements post-clôture
- Note 27 - Parties liées

Note préliminaire

Les comptes consolidés présentés sont établis en appliquant la totalité des normes IFRS (International Financial Reporting Standards), publiées à la date d'arrêté, par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

Les principes comptables retenus sont conformes à ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2017 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2016.

Le groupe applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 : ces publications n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés semestriels du groupe.

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes ci-après parues au Journal Officiel de l'Union Européenne et dont l'application sera obligatoire au 1^{er} janvier 2018 ou 2019 :

Normes, amendements et interprétations publiés par l'International Accounting Standards Board (IASB) non encore adoptés par l'Union européenne

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne :

- IFRS 9 « Instruments financiers », ainsi que des amendements à IFRS 9 ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients » ainsi que les clarifications à la norme IFRS 15 ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;

Le 24 juillet 2014, l'IASB a finalisé son projet de remplacement de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, en publiant la version complète de la norme IFRS 9. L'IASB prévoit une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, avec la possibilité de l'appliquer par anticipation.

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients ». IFRS 15 remplacera les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations IFRIC et SIC associées sur la reconnaissance des produits des activités ordinaires et introduit un nouveau modèle de comptabilisation de ces produits pour les contrats clients. Initialement prévue à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2017, la date de première application a été ajournée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 à la suite d'une décision de l'IASB publiée le 11 septembre 2015. Des clarifications de la norme ont été publiées par l'IASB le 12 avril 2016 à la suite de la publication de l'exposé-sondage « Clarification d'IFRS 15 » publié en juillet 2015.

Le 16 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer la distinction qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrats de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette représentative de l'obligation de payer ce droit. Cette norme sera applicable au 1^{er} janvier 2019.

Note 1 - Informations concernant l'entreprise

La société Evolis est une Société Anonyme de droit Français. Elle a été créée en décembre 1999 et a clôturé son premier exercice au 31 décembre 2000.

Elle a pour principale activité la conception, la fabrication et la commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques et la vente des consommables associés.

Les états financiers au 30 juin 2017 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration du 15 septembre 2017 a arrêté les comptes semestriels consolidés.

Note 2 - Événements significatifs

Dans le cadre de la réorganisation commerciale sur la zone Amérique, un bureau de représentation a été ouvert à Providence (USA) en juin 2017.

Note 3 - Méthodes comptables

Le règlement n° 1606/2002 du Comité de réglementation comptable européen impose l'utilisation des normes comptables internationales IFRS dans les comptes consolidés des sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé.

Bien que n'étant pas soumise à cette obligation car n'étant pas cotée sur un marché réglementé, la société Evolis a opté pour la présentation de ses comptes annuels consolidés en appliquant les normes IFRS.

3.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes IFRS, à leur juste valeur.

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction normale entre intervenants de marché à la date d'évaluation. Trois niveaux de juste valeur sont définis par les normes :

- Niveau 1 : valeurs cotées sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : valeurs observables ; données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : valeurs non observables de marché ; données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cycle d'exploitation normal du groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des dettes courantes.

Les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- Évaluation des engagements de retraite,
- Évaluation des provisions,
- Évaluation des écarts d'acquisition.

3.2 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Evolis consolide par intégration globale toutes les filiales dont elle détient le contrôle juridique et/ou effectif.

Le contrôle existe lorsqu'Evolis détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celle-ci. Le contrôle est présumé exister si Evolis détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où Evolis en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe. Le groupe ne comprend aucune entité qualifiée d'« entreprise associée » ou de « co-entreprise ».

Les soldes au bilan, les produits et charges réciproques sont éliminés, ainsi que les résultats internes.

Des informations relatives aux filiales sont données en note 4.

3.3 ENGAGEMENT D'ACHAT D'ACTIONS

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société dont le groupe détient le contrôle, elles sont prises en compte pour calculer le pourcentage d'intérêts. Lorsqu'il s'agit d'options non croisées (options d'achat ou de vente), le pourcentage d'intérêts n'est pas modifié. Le groupe enregistre ces options dans les « dettes sur immobilisations » avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires et un écart d'acquisition complémentaire. La valeur de la dette correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option de vente, et les variations ultérieures sont enregistrées en capitaux propres.

3.4 MÉTHODE DE CONVERSION

Les achats et ventes libellés en monnaies étrangères sont convertis et comptabilisés au cours du mois où ils sont facturés. Des pertes ou gains de change, liés au décalage entre le paiement ou l'encaissement des factures et leur comptabilisation, sont constatés en autres produits et charges financiers.

Les créances et les dettes sont évaluées au cours de clôture.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans le cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

La monnaie fonctionnelle des filiales est l'euro sauf pour les sociétés Evolis Inc, Evolis Asia et cardPresso Inc pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est le dollar américain, Evolis India dont la monnaie est la Roupie Indienne et Evolis China dont la monnaie est le RMB.

Pour la consolidation, il est utilisé la méthode de conversion du cours de clôture pour le bilan et celle du cours moyen de change pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. La différence de conversion en résultant est inscrite en capitaux propres au poste écart de conversion.

3.5 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITIONS

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3 Révisée et IAS 27 Révisée.

Les principaux principes comptables appliqués par le groupe sont les suivants :

- La possibilité d'évaluer les intérêts ne donnant pas le contrôle dans l'estimation du goodwill (appelé également écart d'acquisition), soit à la juste valeur (« goodwill complet »), soit en fonction de la quote-part d'actifs nets identifiables détenus dans l'entité acquise (« goodwill partiel ») ;
- La comptabilisation des coûts d'acquisition directement en charges de l'exercice ;
- L'inclusion dès la date d'acquisition de la juste valeur des compléments de prix conditionnels au prix payé (clause d'earn out) ;
- Les effets de variation de pourcentage d'intérêts sans perte de contrôle n'ont d'effet que sur les capitaux propres (part du groupe et intérêts ne donnant pas le contrôle). Le montant du goodwill est figé à la date initiale de prise de contrôle ;
- Les pertes revenant aux intérêts ne donnant pas le contrôle leur sont attribuées pour la totalité de leur quote-part, même si cette affectation a pour effet de rendre négatif le montant des intérêts ne donnant pas le contrôle.

L'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis, représente l'écart d'acquisition. Il est inscrit à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Écart d'acquisition ».

Écart d'acquisition et test de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des unités génératrices de trésorerie qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises.

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. L'UGT est une subdivision d'une activité pour laquelle il existe un reporting interne et pour laquelle une analyse du résultat est réalisée.

Le niveau d'analyse auquel le groupe apprécie la valeur des écarts d'acquisition correspond généralement à une entité juridique.

Une unité génératrice de trésorerie à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est soumise à un test de dépréciation tous les ans ainsi que toutes les fois qu'il y a une indication que l'UGT a pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de l'UGT, y compris l'écart d'acquisition, à sa valeur recouvrable.

Le cas échéant, la dépréciation des écarts d'acquisition est comptabilisée en résultat opérationnel et est définitive.

Détermination des valeurs recouvrables

La nécessité de constater ou non une dépréciation s'apprécie par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs de l'UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée sur la base des informations disponibles permettant de réaliser la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts nécessaires pour réaliser la vente, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

La valeur d'utilité déterminée par le groupe correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou groupes d'UGT, en tenant compte de leur valeur résiduelle, sur la base de plans à moyen et long terme utilisés par le management du groupe. Les principales hypothèses sont détaillées dans la note 5.

3.6 ACTIFS INCORPORELS IMMOBILISÉS

Hors marques et écarts d'acquisition, les actifs incorporels immobilisés sont tous amortissables.

Ils concernent principalement les frais de recherche et développement qui remplissent les conditions d'activation et mis en œuvre pour la conception de nouvelles gammes ou version d'imprimantes.

Les conditions d'activation de l'actif incorporel sont les suivantes :

- Faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre.
- Intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre.
- Capacité à l'utiliser ou le vendre.
- Capacité de l'actif à générer des avantages économiques futurs probables
- Disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour réaliser le projet.
- Capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

Amortissements des actifs incorporels

L'amortissement est comptabilisé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel. Le tableau ci-dessous décrit les durées et modes d'amortissement pratiqués :

	Durée (année)	Mode
Frais de recherche et développement	3	linéaire
Logiciels, brevets, marques	3 ou 5 ou N/A	linéaire

3.7 ACTIFS CORPORELS IMMOBILISÉS

Les actifs corporels immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

Amortissements des actifs corporels immobilisés

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité selon les méthodes suivantes :

	Durée (année)	Mode
Constructions	7 à 40	linéaire
Matériel industriel	3 à 10	linéaire
Outils	3	linéaire
Agencement et aménagement	5	linéaire
Installations générales	5 à 10	linéaire
Véhicules de transport	1 à 4	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5	linéaire
Mobilier	5	linéaire

Le siège social a fait l'objet de la décomposition suivante :

Gros œuvre et structure	Linéaire sur 40 ans
Menuiseries extérieures	Linéaire sur 25 ans
Plomberie – chauffage – étanchéité	Linéaire sur 20 ans
Aménagements intérieurs	Linéaire sur 15 ans
Aménagements extérieurs – abords	Linéaire sur 10 ans
Revêtements de sols	Linéaire sur 7 ans

3.8 PERTES DE VALEUR DES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Les valeurs comptables des actifs immobilisés sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif ou du groupe d'actifs est estimée.

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée sont testés chaque année de manière systématique consécutivement à l'actualisation du plan long terme, et à tout moment dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur.

Dans l'hypothèse où la valeur recouvrable déterminée est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif ou du groupe d'actifs, une dépréciation est comptabilisée.

Les dépréciations de l'actif immobilisé sont réversibles, à l'exception de celles relatives aux écarts d'acquisition.

3.9 SUBVENTIONS PUBLIQUES

Conformément à la possibilité offerte par IAS 20, les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Elles sont comptabilisées en réduction de la charge d'amortissement sur la durée d'utilité de l'actif amorti.

3.10 ACTIFS IMMOBILISÉS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Les actifs destinés à être cédés sont présentés, s'il y a lieu, sur une ligne distincte du bilan dès lors que la date de la cession devient probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Lorsque cette valeur, diminuée des frais de cession, est inférieure à la « juste valeur », une dépréciation est constatée.

3.11 STOCKS

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat suivant la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production incluant le prix d'achat des matières et les frais accessoires ainsi que le coût de main d'œuvre. Sont exclus les frais généraux non imputables à la production.

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour couvrir les pertes probables sur les articles obsolètes ou sur ceux qui ne pourront plus être intégrés dans le processus de fabrication.

3.12 CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrement (éventuelles procédures judiciaires ou retards de paiement importants).

3.13 ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les prêts et créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies par la norme IAS 39.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur nette des coûts de transaction.

À la date d'acquisition, le groupe détermine la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories comptables prévues par la norme IAS 39 :

- Actifs détenus jusqu'à leur échéance
- Actifs disponibles à la vente
- Prêts et créances
- Actifs évalués à leur juste valeur par le résultat

Après la comptabilisation initiale, les actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les actifs disponibles à la vente et les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat sont comptabilisés à la juste valeur avec variation de valeur enregistrée directement dans les capitaux propres pour les premiers et dans le compte de résultat pour les seconds.

En cas de diminution significative ou prolongée de la juste valeur des actifs disponibles à la vente en dessous de leur prix d'acquisition, une dépréciation est constatée en résultat net.

Les plus et moins-values latentes constatées à la clôture de chaque exercice par capitaux propres sont reclassées en résultat lors de la sortie des titres.

Les dépôts de garantie sont constatés au coût correspondant au prix payé incluant les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Les actions d'autocontrôle sont comptabilisées en réduction des capitaux propres. Les pertes et profits résultant de la cession de ces actions sont imputés directement sur les capitaux propres et n'affectent pas le résultat.

3.14 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Sont classés en équivalent de trésorerie les instruments répondant aux critères de la norme IAS 7 (placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

3.15 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Selon les normes IAS 32 et 39, tous les instruments financiers dérivés doivent être inscrits au bilan à leur valeur de marché. La méthode de comptabilisation des variations de leur valeur de marché diffère selon que l'instrument dérivé est utilisé pour couvrir un risque de valeur de marché, un risque de flux de trésorerie futur, un risque de change sur un investissement net en devises ou qu'il ne constitue pas un instrument de couverture :

- Les variations de valeur des instruments dérivés couvrant un risque de valeur de marché sont comptabilisées dans le compte de résultat. Elles sont compensées par la réévaluation symétrique de l'actif, de la dette ou de l'engagement ferme couvert, également comptabilisée dans le compte de résultat.
- Les variations de la valeur des instruments dérivés couvrant des flux de trésorerie futurs sont comptabilisées en capitaux propres. Elles sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des flux de trésorerie. La part de la variation de juste valeur des instruments dérivés jugée comme non efficace est enregistrée en résultat.
- Les variations de juste valeur des instruments dérivés couvrant un risque de change sur un investissement net en devises sont comptabilisées en capitaux propres. La variation de juste valeur correspondant à la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

La qualification de couverture résulte de l'intention initiale d'affecter l'instrument dérivé à la couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie futur, définie et documentée dès l'origine. L'efficacité de cette couverture doit être démontrée par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction non efficace de la couverture est systématiquement enregistrée au résultat financier.

- Les instruments dérivés contractés dans le cadre de la politique de gestion des risques mise en œuvre par Evolis, mais ne constituant pas des instruments de couverture au sens des normes IAS 32 et 39, sont comptabilisés à leur valeur de marché. Les variations de valeur sont appréhendées dans les résultats de la période.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat qui répond à la définition d'un produit dérivé et dont les caractéristiques économiques ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte. Un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé selon les règles applicables aux dérivés (juste valeur par résultat) si, et seulement si, les trois conditions suivantes sont remplies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- Le dérivé incorporé respecte la définition d'un dérivé selon la norme IAS 39 ;
- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le groupe n'a pas actuellement d'instruments financiers dérivés incorporés.

3.16 CAPITAL ET RÉSERVES

Le résultat par action est calculé sur le résultat net – part du groupe. Le nombre d'actions retenu est le nombre moyen de titres en circulation de la SA Evolis au cours de l'exercice.

Conformément à IAS 33 révisé, il a été tenu compte de l'impact des éventuelles actions à émettre. Ce retraitement n'a pas d'effet significatif sur le résultat par action.

3.17 AVANTAGES AU PERSONNEL

Engagements de retraite

Les indemnités de départ à la retraite, correspondant à un engagement à prestation définie, sont liées aux conventions collectives s'appliquant aux sociétés du groupe. Elles concernent les indemnités à verser lors du départ en retraite des salariés.

Le groupe verse, à un organisme financier agréé, une grande partie de ce passif social et provisionne le complément de ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'évènement.

Le groupe n'est pas concerné par les autres avantages à l'exception des médailles du travail dont les montants ont été considérés comme non significatifs.

3.18 PROVISIONS

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un évènement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.19 ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

A l'exception des passifs de transaction et des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts sont évalués initialement à la juste valeur minorée des frais de transaction puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Lorsque l'emprunt est conclu au taux du marché, et en l'absence de frais accessoires, le TIE est égal au taux facial de l'emprunt.

3.20 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que le montant peut être évalué de manière fiable.

3.21 INFORMATIONS SECTORIELLES

Les deux niveaux d'information retenus sont : le secteur géographique et l'activité. Les principaux indicateurs suivis sont le revenu et le résultat opérationnel courant.

Le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients.

Le second niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité : Imprimantes, consommables et divers.

Les données sectorielles n'intègrent que les données directement attribuables ou qui peuvent être raisonnablement affectées.

3.22 CONTRATS DE LOCATION

Les biens financés par crédit-bail font l'objet d'un retraitement pour tous les contrats relatifs aux biens dont la valeur d'origine est supérieure à 100 K€. Le retraitement des autres contrats inférieurs ne serait pas significatif

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.23 IMPÔTS

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode du report variable sur les décalages temporaires existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Note 4 - Périmètre de consolidation

Sociétés	date de clôture	date d'entrée	Siège social	% d'intérêt
Société Mère				
Evolis	30/06/2017	-	Beaucouzé (49)	-
Filiales				
Evolis Inc	30/06/2017	04/10/2004	Fort Lauderdale (Floride USA)	100%
Evolis Asia	30/06/2017	20/09/2006	Singapour	100%
Sogedex Accessories	30/06/2017	02/01/2012	Beaucouzé (49)	100%
Evolis India	30/06/2017	01/07/2013	Mumbai (Inde)	70%
cardPresso	30/06/2017	01/04/2014	Madère	84%
Evolis China	30/06/2017	01/11/2014	Shanghai	100%
cardPresso Inc	30/06/2017	01/07/2015	Fort Lauderdale (Floride USA)	84%
ACTS Distribution	30/06/2017	01/04/2016	Beaucouzé (49)	100%

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

En complément des participations dans le capital des sociétés Evolis India et cardPresso le groupe a un engagement d'achat du solde des titres avec les actionnaires minoritaires.

À ce titre, le groupe a confirmé son intention d'acquérir la totalité des titres de sa filiale indienne d'ici le 31 décembre 2017.

Note 5 - Écart d'acquisition

	31/12/2016	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions de fonds de commerce	Autres variations	30/06/2017
Valeur brute	9 911					9 911
Perte de valeur						
Valeur nette	9 911	0	0	0	0	9 911
	31/12/2015	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions de fonds de commerce	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute	9 121	753	37			9 911
Perte de valeur						
Valeur nette	9 121	753	37	0	0	9 911

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation annuellement. Pour la réalisation de ces tests, les actifs sont regroupés par UGT. La détermination de la valeur actuelle est réalisée selon la méthode des Discounted Cash Flows avec valeur terminale (méthode des flux de trésorerie actualisés), à partir des plans prévisionnels validés par la Direction du groupe. Le calcul se base sur un taux d'actualisation et des hypothèses de croissance à l'infini adaptés aux zones géographiques concernées.

Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le WACC (Weighted Average Cost of Capital) de clôture.

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été identifié sur la période semestrielle, aucun test de dépréciation des écarts d'acquisition n'a été réalisé.

Pour rappel, au 31 décembre 2016, ce taux a été déterminé pour chaque filiale en tenant compte :

- De la structure d'endettement de la filiale. Il a été notamment pris en compte un taux d'intérêt long terme de 0.682 % correspondant au taux OAT échéance 10 ans au 31 décembre 2016.

- D'une prime de risque notamment risque pays compte tenu des zones géographiques concernées,
- D'un bêta qui tient compte pour chacune des filiales de sa liquidité sur son marché, de sa taille, de son activité.

Les données relatives à la prime de risque et au bêta ont été établies à partir des tables Damodaran.

Au 31 décembre 2016, les taux WACC retenus pour chacune des filiales étaient les suivantes :

Filiale	Pays	Taux 2016	Taux 2015
WACC SOGEDEX	France	8,0%	9,0%
WACC ACTS	France	8,0%	néant
WACC EVOLIS INDIA	Inde	10,0%	12,0%
WACC CARDPRESSO	Portugal	10,0%	12,0%

Les tests de dépréciation réalisés n'avaient pas fait apparaître de pertes de valeur au 31 décembre 2016.

Le test de sensibilité ne fait pas apparaître d'écarts significatifs lorsque l'on fait varier le taux d'actualisation de 0.5 point.

Note 6 - Immobilisations incorporelles

(K€)	31/12/2016	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	30/06/2017
Écarts d'acquisition	9 911					9 911
Autres immob. incorporelles	60		-1	37		96
Frais de R&D	8 780			712		9 492
Logiciels, brevets	3 111			135		3 246
Total valeurs brutes	21 862		-1	884		22 745
Écarts d'acquisition						
Autres immob. incorporelles	46		-1	12		57
Frais de R&D	6 094			711		6 805
Logiciels, brevets	2 295			161		2 456
Total amortissements et provisions	8 435			884		9 318

(K€)	31/12/2015	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	31/12/2016
Écarts d'acquisition	9 121	753	37			9 911
Autres immob. incorporelles	43	-740	1	756		60
Frais de R&D	7 222			1 558		8 780
Logiciels, brevets	2 958			153		3 111
Total valeurs brutes	19 344	13	38	2 467		21 862
Écarts d'acquisition						
Autres immob. incorporelles	30		1	15		46
Frais de R&D	4 817			1 277		6 094
Logiciels, brevets	1 698			597		2 295
Total amortissements et provisions	6 545			1 889		8 435

L'activation des frais de Recherche et Développement du premier semestre 2017 se décompose en 617 milliers d'euros d'immobilisations produites et 95 milliers d'euros d'immobilisations achetées (540 milliers d'euros d'immobilisations produites au premier semestre 2016).

Note 7 - Immobilisations corporelles

(K€)	31/12/2016	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	30/06/2017
Terrain	684					684
Constructions	7 867					7 867
Installations, matériel et outillage	7 137			330		7 467
Autres immobilisations corporelles	4 764		-78	1 025	314	5 397
Avances et acomptes						
Total valeurs brutes	20 452		-78	1 355	314	21 415
Terrain						
Constructions	2 709			162		2 871
Installations, matériel et outillage	6 350			208		6 558
Autres immobilisations corporelles	3 377		-53	357	235	3 446
Total amortissements et provisions	12 436		-53	727	235	12 875

(K€)	31/12/2015	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	31/12/2016
Terrain	684					684
Constructions	7 867					7 867
Installations, matériel et outillage	6 797			340		7 137
Autres immobilisations corporelles	4 073		25	726	60	4 764
Avances et acomptes	15				15	
Total valeurs brutes	19 436		25	1 066	75	20 452
Terrain						
Constructions	2 383			326		2 709
Installations, matériel et outillage	5 885			465		6 350
Autres immobilisations corporelles	2 755		22	648	48	3 377
Total amortissements et provisions	11 023		22	1 439	48	12 436

Note 8 - Immobilisations financières

(K€)	31/12/2016	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions (dotations)	diminutions	30/06/2017
Valeurs mobilières	14					14
Créances	123			1 900	1 846	177
Dépôts de garantie	120		-6		10	104
Total valeurs brutes	257		-6	1 900	1 856	295
Valeurs mobilières	14					14
Créances						
Dépôts de garantie						
Total dépréciations	14					14

(K€)	31/12/2015	variations de périmètre	écarts de conversion	acquisitions (dotations)	diminutions	31/12/2016
Valeurs mobilières	14					14
Créances	169				46	123
Dépôts de garantie	89		1	30		120
Total valeurs brutes	272		1	30	46	257
Valeurs mobilières	14					14
Créances						
Dépôts de garantie						
Total dépréciations	14					14

Note 9 - Actifs financiers courants et non courants

(K€)	Catégories d'actifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé		Total valeur au bilan	Niveau 1 : cours coté	Niveau 2 : modèle avec paramètres observables
	Notes						
Immobilisations financières	8	281		281	x	x	
Clients		16 814		16 814		x	
Actifs disponibles à la vente		0		0			
Autres actifs courants		1 711		1 711		x	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	16 989		16 989	x	x	
Autres actifs financiers				0			
TOTAL		0	35 795	0	35 795		

Note 10 - Actifs destinés à être vendus

Le groupe ne possède aucun actif non courant destiné à être cédé et ne projette aucun abandon d'activité.

Note 11 - Autres actifs financiers

Néant

Note 12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à l'actif à leur juste valeur et concernent les valeurs mobilières de placement, les titres de créances, la trésorerie en banque et la caisse.

(K€)	30/06/17	31/12/16
Valeur mobilières	0	0
Total actif financier à la juste valeur par résultat	0	0
Titres de créances	11 833	14 502
Disponibilités à l'actif	5 156	10 437
Total prêts et créances	16 989	24 939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 989	24 939
Valeur vénale des VMP		

Note 13 - Capitaux propres

Le capital social, entièrement libéré, se décompose au 30 juin 2017 de 5.164.120 actions de 0.08 euro de nominal chacune.

La société Evolis a conclu un contrat de liquidité ayant pour objectif d'animer les actions du groupe.

Au 30 juin 2017,

- Le volume des titres compris dans le contrat est de : 1 323 titres pour une valeur de 62 k€.
- Le montant de trésorerie engagée dans le contrat s'élève à : 125 k€.
- La société a également acheté 30 000 actions propres destinées à la revente avec un prix préférentiel auprès de ses salariés dans le cadre du PEE. La société dispose toujours de 5 596 actions au 30 juin 2017.

Note 14 - Gestion des risques financiers

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

14.1 RISQUE DE CHANGE

Evolis est confronté à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales étrangères tenus en dollar ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société. Des ventes, notamment celles effectuées par la filiale américaine, sont facturées en dollar américain.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 21.7 M\$ soit 50 % du chiffre d'affaires consolidé.

Les approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent partiellement les ventes effectuées en dollars.

Le groupe a des comptes bancaires en USD, JPY, SGD et INR. Le solde de ces comptes bancaires n'est pas systématiquement couvert. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la Société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

Achats et ventes à terme de devises

(K€)	30/06/17		31/12/16	
	actif	passif	actif	passif
Achat à terme de JPY (valorisation K€)		-53		-54
<i>Valeur nominale (K JPY)</i>		34 500		63 500
Vente à terme en USD (valorisation K€)		-83		-373
<i>Valeur nominale (K USD)</i>		13 960		13 820

Instruments dérivés de change

14.2 RISQUE DE TAUX

Le niveau d'endettement étant très faible (taux d'endettement par rapport aux fonds propres : N/S en 2015 et en 2016). La société n'est pas exposée significativement au risque des taux d'intérêt.

Le groupe estime ne pas être confronté de manière significative au risque de taux d'intérêts sur ses placements classés en équivalents de trésorerie.

14.3 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le groupe estime ne pas être exposé à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 30 juin 2017 (16.989 K€).

Le groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les financements sont réalisés auprès des banques partenaires d'Evolis.

Cf note 16 pour la ventilation des passifs financiers par échéances.

14.4 RISQUE DE CRÉDIT

Depuis le début d'activité des sociétés du groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites.

Evolis réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (vente indirecte). De ce fait, le groupe Evolis est peu exposé aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

A l'export, lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, les paiements se font généralement avant la livraison ; à partir d'un certain temps de partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients après étude de solvabilité effectuée par le service « credit control » d'Evolis. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par Evolis.

Situation des retards de paiement :

(K€)	30/06/17	31/12/16
Créances non échues et non dépréciées	13 605	12 249
Créances échues depuis moins de 60 jours et non dépréciées	2 545	2 003
Créances échues depuis plus de 60 jours et non dépréciées	664	367
Créances échues et non dépréciées	3 209	2 370
Montants brut des créances dépréciées	109	137
Pertes de valeur comptabilisées	-109	-134
Créances clients nettes des pertes de valeur	16 814	14 622

Note 15 - Provisions

• Tableaux des mouvements :

(K€)	31/12/16	Reclassement et variation périmètre	Écart conversion	Dotations	utilisées	Reprises non util.	total	30/06/17
Avantages au personnel	279			58			0	337
Risque divers	0						0	0
Garantie à plus d'un an	100			100		100	100	100
Sous total non courants	379	0	0	158		100	100	437
Risque divers	255						0	255
Garantie à moins d'un an	120			130		120	120	130
Sous total courant	375			130	0	120	120	385
Total	754	0	0	288	0	220	220	822

(K€)	31/12/15	Reclassement	Écart conversion	Dotations	utilisées	Reprises non util.	total	31/12/16
Avantages au personnel	199		2	92		14	14	279
Risque divers	0						0	0
Garantie à plus d'un an	101			100		101	101	100
Sous total non courants	300	0	2	192		115	115	379
Risque divers	206			145	96		96	255
Garantie à moins d'un an	154			120	154		154	120
Sous total courant	360			265	250	0	250	375
Total	660	0	2	457	250	115	365	754

• Tableau des mouvements des dépréciations :

(K€)	31/12/16	Écart conversion	Dotations	Reprises	30/06/17
Dépréciation des stocks	790	-7	150		933
Dépréciation des créances	134	-10		15	109
Total	924	-17	150	15	1 042

(K€)	31/12/15	Écart conversion	Dotations	Reprises	31/12/16
Dépréciation des stocks	821	10	589	630	790
Dépréciation des créances	168	4	23	61	134
Total	989	14	612	691	924

15.1 AVANTAGES AU PERSONNEL

Les provisions pour avantages au personnel concernent les engagements d'indemnités de départs en retraite du personnel de :

- la société mère (solde selon versement à un organisme financier)
- la société Sogedex Accessories
- la société ACTS Distribution

Evolis SA a souscrit un contrat d'indemnités de fin de carrière en 2012.

Les obligations des sociétés Evolis Inc et Evolis Asia, Evolis China, Evolis India et cardPresso dans ce domaine sont considérées comme non significatives et ne font pas l'objet de retraitement en consolidation.

Le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). L'impact de la norme révisée est peu significatif.

La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- salariés concernés : personnel, en contrat à durée indéterminée, lié à la société par un contrat de travail.
- départ à l'initiative du salarié à 62 ans.
- taux de charges sociales : 47.25 %.
- taux d'actualisation retenu : 2.08 %.

• taux de progression des salaires retenu : 2.03 %.

• taux de rotation du personnel : 5%.

Au 30 juin 2017, l'engagement d'indemnités de départ représente un total de 935 K€ dont 635 k€ couverts par le contrat d'indemnités de fin de carrière.

15.1 AVANTAGE AU PERSONNEL

(K€)	30/06/17	31/12/16
Solde à l'ouverture	279	190
Variation de périmètre	0	20
Coût des services rendus au cours de la période	93	90
Coût financier	10	9
Cotisations	0	-108
Écarts actuariels	-53	71
Prestations servies	0	-19
Coûts des services passés	0	
Augmentations - Réductions	-26	24
Écart de conversion	0	2
Règlements	-3	
Soldes à la clôture	300	279

15.2 PROVISIONS POUR GARANTIE

Les garanties en cours à la fin de la période sont provisionnées à partir d'estimations statistiques du taux de retour des imprimantes vendues. Ces statistiques sont propres à l'entreprise et sont déterminées à partir des retours observés depuis les trois dernières années.

Note 16 - Échéancier de la dette financière

30/06/2017 (K€)	Taux	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts à court terme	1%				0
Emprunts à long terme	1,98%	0			0
Emprunts à long terme	11,50%	69	0		69
Total		69	0		69

31/12/2016 (K€)	Taux	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts à court terme	1%				0
Emprunts à long terme	1,98%	30			30
Emprunts à long terme	11,50%	29	56		85
Total		59	56		115

Note 17 - Autres passifs

(K€)	Catégories de passifs financiers à la juste valeur		Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
	Passifs au coût amorti	Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé		Total valeur au bilan	Niveau 1 : cours coté	Niveau 2 : modèle avec paramètres observables
Fournisseurs		5 562	5 562		x	
Dettes financières courantes		69	69		x	
Autres passifs financiers		136	136	x	x	
Dettes fiscales et sociales		1 916	1 916		x	
Autres dettes		495	495		x	
TOTAL	0	8 178	8 178			

* Autres passifs non courants

(K€)	30/06/17	31/12/16
Dettes sur immobilisations (1)	3 169	2 093
Dettes fiscales et sociales	204	245
Total	3 373	2 338

(1) Les dettes sur immobilisations concernent les dettes sur acquisition de titres

* Autres passifs courants

(K€)	30/06/17	31/12/16
Fournisseurs	5 562	4 820
Dettes fiscales et sociales	1 916	2 715
Autres passifs financiers	136	430
Dettes sur immobilisations	117	207
Autres dettes	377	154
Total	8 108	8 326

Note 18 - Dividendes distribués

(K€)	30/06/17	31/12/16
Dividendes nets mis en paiement au cours de la période	6 197	6 713
Total	6 197	6 713

Montant par action	30/06/17	31/12/16
Nombre d'actions au cours de la période	5 164 120	5 164 120
Montant par action (en €)	1,20	1,30

Montant par action	30/06/17	31/12/16
Nombre d'actions (autocontrôle déduit)	5 157 201	5 162 849
Montant par action (en €)	1,20	1,30

Note 19 - Informations sectorielles

- Premier niveau d'information sectorielle (secteurs géographiques) :

30/06/2017 (K€)	EMEA (1)	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	24 700	5 800	10 100	40 600	0	40 600
Revenus générés par les autres secteurs				0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	2 745	915	3 128	6 788	0	6 788
Valeur comptable totale des actifs	61 582	4 070	7 333	72 985	0	72 985
Passifs sectoriels	15 166	341	149	15 656	0	15 656
Acquisitions d'actifs non courants	3 994	105	40	4 139	0	4 139
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	1 196	172	243	1 611	0	1 611
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	240		-15	225	0	225

(1) dont CA France : 4 470 K€ - EMEA inclus l'activité Inde

30/06/2016 (K€)	EMEA (2)	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	22 797	5 407	9 261	37 465	0	37 465
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	4 426	1 231	2 491	8 149	-1 344	6 805
Valeur comptable totale des actifs	58 105	5 254	7 051	70 410	559	70 969
Passifs sectoriels	12 708	219	330	13 257	320	13 577
Acquisitions d'actifs non courants	2 241	12	31	2 284	0	2 284
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	1 149	222	302	1 673	0	1 673
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	-14	58	100	144	0	144

(2) dont CA France : 4 114 K€ - EMEA inclus l'activité Inde

- Second niveau d'information sectorielle (gammes produits) :

30/06/17 (K€)	Imprimantes	Consom- mables	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	24 700	5 800	10 100	40 600		40 600
Valeur comptable totale des actifs	12 161	4 966	1 692	18 819	54 166	72 985
Acquisitions d'actifs non courants	1 042	0	0	1 042	3 097	4 139

30/06/16 (K€)	Imprimantes	Consom- mables	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	19 500	15 465	2 500	37 465		37 465
Valeur comptable totale des actifs	9 419	4 378	497	14 294	56 675	70 969
Acquisitions d'actifs non courants	864		11	875	1 409	2 284

Note 20 - Charges de personnel

20.1 DÉTAIL DES FRAIS DE PERSONNEL

(K€)	30/06/17	30/06/16
Salaires et traitements	6 897	5 886
Charges sociales	3 252	2 321
Salaires et charges sociales activés au titre des frais de R&D	-617	-540
Avantages en nature	67	63
Remboursement frais de personnel	-81	-27
Paiements en actions et assimilés	0	0
Intéressement	197	180
Participation légale	98	356
Indemnité retraite	0	0
Sous total	9 813	8 239
Impôts et taxes sur rémunérations	115	98
Personnel extérieur	599	275
Avantage au personnel	245	0
Total	10 772	8 612

20.2 RÉPARTITION DE L'EFFECTIF MOYEN

	30/06/17	30/06/16
Cadres et agents de maîtrise	105	114
Employés	247	212
Total	352	326

20.3 RÉMUNÉRATION ALLOUÉE AUX MANDATAIRES

(K€)	30/06/17	30/06/16
Avantages à court terme	554	599
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme	831	891
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiement fondé sur les actions		
Total	1 385	1 490

Note 21 - Frais de recherche et développement activés

(K€)	30/06/17	30/06/16
Marchandises et matières consommées	0	16
Frais de personnel	617	540
Autres achats et charges externes	95	224
Dotations aux amortissements		
Total	712	780

Note 22 - Autres produits et charges financiers

(K€)	30/06/17	30/06/16
Résultat de change	-525	-116
Autres charges et produits financiers	-111	
Total	-636	-116

Note 23 - Impôt

23.1 VENTILATION DE L'IMPÔT COMPTABILISÉ

(K€)	30/06/17	30/06/16
Impôt exigible	1 614	2 246
Impôt différé actif non courant		-81
Impôt différé actif courant		
Impôt différé passif non courant	398	65
Impôt différé passif courant		
Total	2 012	2 392

23.2 PREUVE D'IMPÔT

(K€)	30/06/17	30/06/16
Résultat net avant impôt	6 203	6 818
Taux d'impôt en vigueur	33,97%	34,22%
Charges d'impôt théorique	2 107	2 333
Charges non déductibles	64	186
Déficits reportables pour lesquels aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé		
Taxe sur les dividendes	185	201
Crédit impôt	-250	-225
Modification des taux d'impôts différés		-3
Activation des déficits		
Écart taux impôt différés sur filiales.	-75	-14
Produits non imposables	-27	-40
Autres minorations		-46
Autres majorations	8	
Total Charges d'impôt	2 012	2 392
Dont :		
* Impôts courants	1 614	2 246
* Impôts différés	398	146

Note 24 - Regroupements d'entreprises

En 2017, le groupe n'a pas acquis de nouvelle participation.

• Écart d'acquisition et actifs nets liés aux acquisitions

Au 30 juin 2017, les actifs nets et l'écart d'acquisition résultant de ces opérations se détaillent comme suit :

(K€)	ACTS Distribution	cardPresso	Evolis India	Sogedex	Cumul 30/06/2017
Année d'acquisition	2016	2014	2013	2012	
Coûts des acquisitions (en numéraire)	740	1 365	3 927	1 900	7 932
Réévaluation des participations (Écart acquisition complet)		585	2 177		2 762
Juste valeur des actifs nets des participations acquises		-934	-962		-1 896
Écart de conversion		0	1 003		1 003
Divers	13			97	110
Écart d'acquisition	753	1 016	6 145	1 997	9 911

Le groupe a opté pour une évaluation de la participation selon la méthode du goodwill complet.

Note 25 - Engagements

25.1 ENGAGEMENTS DONNÉS

Néant

25.2 ENGAGEMENTS REÇUS

Néant

25.3 ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

Néant

25.4 AUTRES ENGAGEMENTS

Montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre des principaux contrats de location simple :

(K€)	30/06/17	31/12/16
Location des locaux à Fort Lauderdale	180	236
dont à moins d'un an	127	122
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	53	114
Location des locaux à Singapour	18	48
dont à moins d'un an	18	48
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	0	0
Total	198	284

Note 26 - Événements post clôture

Le groupe a signé le 16 Août 2017 un protocole d'acquisition de 30 % des actions d'Evolis India, l'opération devant se réaliser en Octobre 2017. Cette opération permettra au groupe de détenir l'intégralité des titres de la filiale indienne.

Note 27 - Parties liées

Rémunérations versées aux dirigeants : Cf note 20.3.

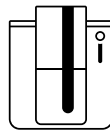
BIEN PLUS QUE DES IMPRIMANTES À CARTES



Tablettes de signature



Logiciels



Imprimantes



Accessoires



Services

SIÈGE

Evolis - 14 avenue de la Fontaine - ZI Angers-Beaucouzé
49070 Beaucouzé - France
T +33 (0) 241 367 606 - F +33 (0) 241 367 612
info@evolis.com

US & CANADA - Boston - evolisnortham@evolis.com
LATIN AMERICA - Miami - evolislatam@evolis.com
ASIA-PACIFIC - Singapore - evolisasia@evolis.com
CHINA - Shanghai - evolischina@evolis.com
JAPAN - Tokyo - evolisjapan@evolis.com
INDIA - Mumbai - evolisindia@evolis.com